



Communiqué du FRUD

Rennes, le 28 Octobre 2025

Appel à une transition démocratique à Djibouti

Ce que le régime présente comme une « révision constitutionnelle » n'est qu'un simulacre. Le président Ismaïl Omar Guelleh, successeur de son oncle Hassan Gouled, n'a jamais eu l'intention de quitter le pouvoir. Il s'accrochera à son trône jusqu'à la mort.

La Constitution actuelle, imparfaite et rédigée à la hâte, n'est pas le fruit d'un consensus national, mais le résultat d'une lutte acharnée menée par les combattants du FRUD. Ce n'est pas par des discours creux que l'on mettra fin à la présidence à vie : seule une mobilisation déterminée peut y parvenir. Il est illusoire de croire encore à une alternance par les urnes dans un système verrouillé. « Un groupe qui en opprime un autre ne saurait être libre » À trois reprises, ce régime a refusé de reconnaître le verdict des urnes.

Une dictature familiale soutenue depuis 48 ans. Ce régime s'est maintenu grâce au soutien actif de la France et de certains pays voisins. Hassan Gouled a été propulsé à la tête du nouvel État par les présidents français et somalien, sur proposition d'Olivier Stirn. En février 1992, il a été sauvé in extremis de la défaite militaire face au FRUD par l'intervention des forces françaises. La succession dynastique entre l'oncle et le neveu a été orchestrée avec l'appui du directeur de la DGSE, Jacques Dewatre, et de Melès Zenawi.

Le peuple djiboutien est à bout. Il ne tolère plus les soutiens inconditionnels accordés à cette famille mafieuse par des puissances étrangères. Il rejette leurs ingérences visant à maintenir en vie un régime qui massacre son propre peuple à quelques encablures de leurs bases militaires, et qui attise les tensions dans les pays voisins. Ce régime clanique est une honte pour Djibouti, et pour ceux qui le soutiennent.



Ce qu'il faut condamner, ce n'est pas la modification d'un article de cette Constitution bancal, mais bien la présidence à vie imposée par la force.

Ce qu'il faut exiger, c'est une véritable transition démocratique, la suspension immédiate de cette Constitution, et l'élaboration d'une nouvelle loi fondamentale, inclusive et représentative de tous les secteurs de la société djiboutienne.

Notre patience a des limites. L'existence même de Djibouti en tant qu'État ne peut être assurée en ignorant les aspirations profondes de son peuple. Le maintien au pouvoir par la force aura des répercussions graves sur la stabilité régionale, la sécurité internationale et le commerce mondial.

Le détroit de Bab-el-Mandeb, passage stratégique pour les échanges commerciaux mondiaux, pourrait être directement affecté si une crise majeure éclatait à Djibouti.

Pour le FRUD

Mohamed Kadamay , Président

